

96 femmes discriminées sont réinsérées par l'emploi avec l'appui du BIT

Le Bureau international du Travail (BIT) a organisé le 23 février 2016 à l'hôtel Colbert une rencontre des responsables et des bénéficiaires de son programme d'action ayant visé la réinsertion socio-économique par l'emploi des femmes victimes de la discrimination et de la violence basée sur le genre dans la Région Analamanga. Il s'agit d'une activité entrant dans la mise en oeuvre du Programme Pays du Travail Décent à Madagascar. Cette initiative du BIT, par le biais de son projet PAMODEC, a bénéficié du concours financier du Gouvernement français.

Grâce à la collaboration avec la Pastorale du Monde Ouvrier (PMO), ces 96 femmes étaient identifiées au niveau des Fokontany avant leur mise en formation (coupe et couture, coiffure, cuisine et pâtisserie, et informatique) et leur réinsertion dans le monde du travail afin qu'elles deviennent autonomes. Il faut souligner que 47 femmes ont choisi l'emploi salarié et 49 l'auto-emploi.

Deux mois après la formation, PMO continuait à aider les femmes dans leur placement et le développement de leurs projets individuels. A cet effet, 14 sont déjà placées comme salariées dans des entreprises et 24 ont démarré leur propre petite entreprise individuelle. Elles ont retrouvé leur autonomie et sont mieux considérées dans leur dignité au sein de la société et de la communauté où elles vivent.

La rencontre a été une opportunité pour les responsables pour procéder à une évaluation de ce modèle d'action basé sur l'employabilité et l'emploi et de son réel impact sur la vie sociale, économique et environnementale des femmes qui étaient victimes de la discrimination. La mise à l'échelle de tel modèle sur l'ensemble du pays reste le principal objectif du BIT.



Atelier d'évaluation du 23 février 2016 à Antananarivo

BIT Antananarivo

Tél. : +261 20 23 300 92/93/94

E-mail : antananarivo@ilo.org

Adresse : Maison Commune des NU
Rue Dr Raseta, Zone Galaxy Andraharo,
BP 683 – Antananarivo Madagascar

Site web : www.ilo.org/antananarivo



Bureau
international
du Travail



Le BIT s'associe à la célébration de la Journée Mondiale de l'Eau dans la Région Analamanga, Antananarivo

L'Organisation internationale du Travail assure la présidence de ONU-Eau depuis cette année 2016 pour deux ans. C'est dans ce cadre que le BIT Antananarivo a tenu à se joindre aux activités de célébration organisée par la Direction Régionale de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène d'Antananarivo à Antanetibe Antehiroka, Antananarivo ce 25 mars 2016 sous le thème « Eau et Emploi ».

« A Madagascar, des millions de travailleurs comme agriculteurs, éleveurs, pêcheurs exercent un travail dépendant entièrement de l'eau mais leurs droits fondamentaux au travail ne sont ni reconnus ni protégés. Il n'existe pas encore à Madagascar un système de sécurité sociale adapté à ces métiers de paysans et de ruraux, leurs revenus sont très bas de moins de 2 dollars par jour pour la majorité d'entre eux, 94% d'entre eux n'ont jamais bénéficié d'une formation professionnelle, et pourtant ils sont les travailleurs majoritaires dans le pays et ils sont censés être le moteur d'une économie plus écologique et d'un développement durable sur lesquels repose l'avenir de Madagascar », dit M. Christian Ntsay, Directeur du Bureau de Pays de l'OIT pour Madagascar, les Comores, Maurice et les Seychelles, lors de son discours.

« L'OIT, assurant la présidence actuelle d'ONU-Eau, renouvelle sa disponibilité pour travailler avec le Ministère de l'eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène et sa Direction Régionale d'Analamanga ainsi que les autres acteurs du secteur de l'eau dans la continuité de cette célébration et dans la promotion du travail décent dans la Région Analamanga », conclut-il.

Madame Johanita Ndahimananjara, Ministre de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène, lors de son allocution, n'a pas manqué de féliciter M. Guy Ryder, nouveau Président de ONU-Eau. Elle a également remercié le BIT pour son implication dans les activités cette année.



M. Christian Ntsay lors de la célébration régionale de la journée de l'Eau du 25 mars 2016 à Antananarivo

BULLETIN D'INFORMATION

BIT Antananarivo



Bureau
international
du Travail

Madagascar | Comores | Maurice | Seychelles

www.ilo.org/antananarivo

Numéro 17 – Décembre 2016

EDITORIAL

Selon l'Organisation internationale du Travail, ces deux dernières décennies, des avancées importantes ont été réalisées en matière de réduction de la pauvreté dans la majorité des pays. Dans les pays émergents et les pays en développement considérés dans leur ensemble, on estime à près de 2 milliards les personnes qui vivent avec moins de 3,10 dollars par jour (ajustés pour tenir compte des variations du coût de la vie). Ce chiffre représente quelque 36 pour cent de la population totale des pays émergents et en développement, soit près de la moitié du taux observé en 1990, lorsqu'ont été pris les premiers engagements internationaux en faveur de la réduction de la pauvreté. Au cours de cette même période, l'extrême pauvreté – qui touche les personnes vivant avec moins de 1,90 dollar par jour – a même baissé plus rapidement encore pour atteindre, en 2012 – dernière année pour laquelle des données sont disponibles – 15 pour cent de la population totale des pays émergents et en développement.

La pauvreté a diminué dans la majorité des pays, certes, mais ces avancées sont restées inégales et fragiles, surtout dans les pays développés où l'on a observé une progression de la pauvreté. En l'absence de nouveaux progrès dans la création d'emplois de qualité, l'objectif d'élimination de la pauvreté à l'horizon 2030 ne pourra être atteint.

Il est donc crucial de lever les obstacles à l'éradication de la pauvreté en transformant les emplois. Premièrement, en élargissant la base productive et en encourageant les entreprises durables, deuxièmement en renforçant les institutions du marché du travail, troisièmement en améliorant l'efficacité des politiques de l'emploi et en étendant leur portée et enfin en consacrant des ressources suffisantes aux stratégies adoptées.

Le Bureau Pays de l'OIT à Antananarivo appuie les mandats tripartites des quatre pays qu'il couvre (Madagascar, les Comores, Maurice et les Seychelles) dans la promotion de leur agenda du travail décent.

Dans ce numéro, nous mettons en exergue la dimension de la création d'emploi et plus particulièrement l'emploi des jeunes. Nous donnons également la situation des Programmes Pays pour le Travail Décent (PPTD) pour les quatre pays couverts ainsi que la situation de chaque pays par rapport aux initiatives sur l'Avenir du Travail dans le cadre du centenaire de l'OIT. Les brèves nouvelles, axées dans ce numéro sur Madagascar, vous présentent un aperçu des actions directes du BIT-Antananarivo, à travers ses projets de coopération pour le développement en faveur de toute la population, et surtout des jeunes.

Christian Ntsay, Directeur du Bureau Pays de l'OIT

Emploi des jeunes

Le BIT exhorte à la mise en place d'une véritable stratégie de promotion de Micro, Petites et Moyennes Entreprises formelles en faveur des jeunes



A l'occasion du Salon de l'Emploi et de la Jeunesse de la région Vakinankaratra qui s'est déroulé à Antsirabe les 14 et 15 octobre 2016, Christian Ntsay, Directeur du Bureau de Pays de l'OIT pour les pays de l'Océan Indien, a fortement plaidé pour que Madagascar se dote d'une véritable stratégie nationale pour la promotion de MPME en faveur des jeunes. En effet, il a souligné que l'emploi fait défaut dans le pays car la croissance de ces quinze dernières années était très pauvre en emploi. Pourtant, la population est très jeune avec une moyenne d'âge de 21 ans, et 80% de ces jeunes actifs sont sous-employés et font face à des emplois de mauvaise qualité.

Le BIT a appuyé la mise en place du Système Régional d'Information pour l'Emploi (SRIE) dans 10 régions du pays dont la région Vakinankaratra, afin de faciliter la ges-

tion de l'intermédiation entre l'offre et la demande d'emplois. Christian Ntsay a ainsi insisté pour que le système de recrutement dans le pays soit dorénavant respectueux des principes de transparence, d'égalité de chance et de non-discrimination. Il a également confirmé la disponibilité du BIT à assister le Ministère de l'Emploi, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle pour mettre en place et pour rendre fonctionnel le Système d'Information sur le Marché du Travail (SIMT) au niveau de l'ONEF et se basant entre autres sur les données fournies par les SRIE.

Par ailleurs, Christian Ntsay a informé que seuls 4% des jeunes ont pu créer une MPME à Madagascar et ce taux n'a pas changé depuis une décennie. Cette situation pose le problème des types et segments d'emplois ouverts aux jeunes dans un contexte où les niveaux d'investisse-

ment et de consommation demeurent relativement bas. En effet, le sous-emploi des jeunes renforce malheureusement l'informalisation accrue de l'économie et la perte d'opportunités socio-économiques en raison de la faible création de la valeur ajoutée nationale. Ainsi, Christian Ntsay a fait appel au Gouvernement de Madagascar pour que le pays se dote d'une nouvelle stratégie qui vise à développer réellement l'entrepreneuriat formel des jeunes. Dans ce cadre, il a suggéré deux pistes de réflexion : (i) la première consiste à identifier les types de marchés sur lesquels la priorité serait à donner aux jeunes entrepreneurs et créateurs d'entreprises, (ii) la deuxième est de réajuster les conditions d'investissement dédiées spécialement aux jeunes avec possibilité d'exonération fiscale entre 7 à 10 ans. Il a martelé que cette initiative devrait être une manifestation de volonté politique pour que plus de jeunes créent des entreprises formelles et créent des emplois pour eux-mêmes et pour d'autres.

Selon le BIT, il s'agit d'une vision ambitieuse pour Madagascar et qui engendre un effet de croissance réelle et riche en emplois puisque d'aucuns reconnaissent que le chômage et le sous-emploi des jeunes engendrent des coûts sociaux et économiques handicapant le soutien à une croissance inclusive et durable, d'une part, et d'autre part ils fragilisent la paix, la justice sociale et les efforts de développement.

Programme Pays pour le Travail Décent (PPTD) dans les 4 pays couverts par le BP-Antananarivo

L'OIT est la seule agence des Nations Unies qui a une structure tripartite (Gouvernement, Employeurs et Travailleurs) constituant une plateforme unique pour promouvoir le travail décent pour tous les hommes et toutes les femmes. Son action cible principalement – mais pas exclusivement – ses mandants tripartites et vise la promotion de la justice sociale pour tous à travers la réalisation de l'Agenda du Travail Décent de l'OIT qui s'avère être une des conditions essentielles pour s'affranchir de la pauvreté, réaliser les Objectifs de Développement Durable (ODD) et aboutir à une mondialisation juste et équitable.

Depuis 2015, la Direction du Bureau de Pays à Antananarivo et celle du Bureau régional Afrique de l'OIT ont mené des missions dans les pays couverts pour suivre la progression des activités définies avec les mandants tripartites dont : (i) des missions dirigées par M. Aeneas Chuma, Directeur régional Afrique de l'OIT pour les signatures des PPTD 2015-2019 de l'Union des Comores et de Madagascar en mai 2015, (ii) les missions de suivi dirigées toujours par M. Chuma pour renforcer la coopération pour le développement avec Maurice et les Seychelles en octobre 2015.

MADAGASCAR

PPTD 2015-2019 signé et mis en œuvre.

Un comité de suivi a été mis en place pour coordonner et suivre la mise en œuvre du programme.



Cérémonie de signature PPTD 2015-2019 Madagascar

LES COMORES

PPTD 2015-2019 (deuxième génération) signé et mis en œuvre.

Un comité de suivi a été mis en place pour coordonner et suivre la mise en œuvre du programme.



Cérémonie de signature PPTD 2015-2019 Union des Comores

MAURICE

PPTD 2012-2015 signé et mis en œuvre.

Préparation de la deuxième génération en cours.

SEYCHELLES

PPTD 2011-2015 signé, mis en œuvre et prolongé jusqu'à fin 2017.

Préparation de la deuxième génération en cours.




Participants à la consultation nationale sur l'Initiative « Avenir du Travail » des 2-3 mai 2016 à Antananarivo

Initiatives sur l'Avenir du Travail dans le cadre du centenaire de l'OIT

L'Organisation internationale du Travail va célébrer son Centenaire en 2019 et organise plusieurs initiatives pour marquer cet événement important. Parmi ces initiatives figurait celle relative à « L'Avenir du Travail » qui est au centre des activités à organiser.

Le Bureau de Pays à Antananarivo a appuyé les quatre pays dans la réalisation de ces activités. Les mandants tripartites réfléchissent ensemble sur des pistes innovantes pour améliorer l'avenir du travail autour de quatre thèmes, à savoir : (i) Travail et société, (ii) Emplois décents pour tous, (iii) Organisation du travail et de la production, (iv) Gouvernance du travail.

PAYS	EVENEMENT
 MADAGASCAR	Les 2 et 3 mai 2016
 SEYCHELLES	Les 28 et 29 avril 2016
 MAURICE	Les 26 et 27 septembre 2016
 COMORES	Les 14 et 15 décembre 2016



Participants à la consultation nationale sur l'Initiative « Avenir du Travail » des 28-29 avril 2016 à Mahé Seychelles

Brèves nouvelles 2016

3^{ème} édition du Salon de la Recherche au Service de l'Economie et de l'Emploi (SREE)

20 et 21 octobre 2016, Esplanade de l'Université Antananarivo



Le chômage et le sous-emploi touchent 9 actifs sur 10 à Madagascar. Le pays vit une crise chronique de l'emploi depuis plus de 40 ans et cette crise de l'emploi est aujourd'hui multi-générationnelle.

Chacun de nous doit user de tous les leviers possibles à notre portée pour promouvoir l'emploi décent dans le pays car il est inacceptable que seuls 6% des emplois sont des emplois protégés à Madagascar, c'est-à-dire, 94% des travailleurs ne bénéficient aujourd'hui ni de pension de retraite ni de couverture maladie ni de prestations sociales.

Le BIT particulièrement est convaincu que Madagascar a grandement besoin d'inverser les origines et les sources de sa croissance ; la création de la valeur ajoutée par le levier de l'innovation en faveur des micro et petites entreprises, des PME/PMI ainsi que des grandes entreprises constitue la voie la plus sûre et la plus rapide pour que les richesses de ce pays puissent profiter au plus grand nombre.

La vision de la recherche au service de l'économie et de l'emploi doit être accompagnée de la volonté et de la détermination de tous. Toutes les parties prenantes sont invitées à renforcer davantage la synergie de leurs actions et leurs engagements collectifs pour atteindre l'objectif ultime d'une croissance économique riche en valeur ajoutée et en emploi à Madagascar.

Le salon de la recherche constitue ainsi une plateforme de rapprochement entre le monde de la recherche et celui du travail.

Le Bureau International du Travail soutient l'insertion professionnelle de 31 jeunes sans emploi dans la Région SAVA



La présence des autorités locales (Préfet, Chef de Région, Sénateur) à la cérémonie de lancement du programme de formation et d'insertion professionnelle en faveur de 31 jeunes sans emploi du 9 septembre 2016 dernier au Lycée Technique et Professionnel de Sambava témoigne de leur implication effective à transformer la jeunesse malgache en levier de développement local et en vecteur de paix et de justice sociale.

Le programme de formation lancé en septembre 2016 entre dans le cadre de l'opérationnalisation du Système Régional d'Information pour l'Emploi (SRIE) mis en place par le Ministère de l'Emploi, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle. Les 31 jeunes sans emploi ont pu bénéficier d'un programme de formation et d'insertion professionnelle en mécanique automobile et en électricité en collaboration avec le Lycée Technique et Professionnel (LTP). Des matériels et équipements ont été mis à la disposition du LTP Sambava pour la formation de ces jeunes.

Le Directeur du Bureau Pays de l'OIT à Antananarivo, Christian Ntsay, a félicité les efforts déployés par la Région SAVA en faveur des jeunes depuis le Salon Régional de l'Emploi et de la Jeunesse en avril 2016 de cette année et a confirmé la disponibilité du BIT à toujours appuyer les régions dans ses initiatives innovantes pour faire des jeunes un capital humain et des partenaires importants pour la réduction de la pauvreté et pour le développement socio-économique du pays.

Les travaux en HIMO structurée de l'OIT dans la Région Sud de Madagascar ont permis

– La construction de 39 bâtiments scolaires (avec ouvrages connexes) dont :

- 1 chantier école dans la CISCO d'Ampanihy
- 16 chantiers dans la CISCO de Beloha (dont 1 chantier école)
- 16 chantiers dans la CISCO de Bekily (dont 1 chantier école)
- 2 chantiers dans la CISCO de Fort Dauphin
- 4 chantiers dans la CISCO d'Ambovombe

– La fourniture et livraison de mobiliers scolaires au bénéfice de ces 39 écoles :

- Mobiliers pour les écoles des CISCO d'Ampanihy, Beloha et Bekily : 1 650 tables bancs, 66 chaises et 66 tables pour instituteurs
- Mobiliers pour les écoles des CISCO de Fort Dauphin et d'Ambovombe : 300 tables bancs, 12 chaises et 12 tables pour instituteurs

– La formation de chefs de chantier à Ampanihy, Beloha et Bekily pour 60 Petites et Moyennes Entreprises.

Ces 39 chantiers ont créé environ 23 520 Hommes/jour d'emplois directs depuis le début de cette année 2016.



Environ 23 520 Hommes/jour d'emplois directs créés dans les régions Sud de Madagascar grâce à la construction d'écoles suivant l'Approche HIMO Structurée